



Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du CIRES (CAPEC)

LETTRE DE POLITIQUE ECONOMIQUE

DETTE ET CROISSANCE EN COTE D'IVOIRE: QUELS LIENS

Dr FE DOUKOURE CHARLES

LPE N° 001/2018

*Année de publication :
Décembre 2018*

LPE 001/2018

1. INTRODUCTION

L'analyse des liens entre la dette et la croissance économique a fait l'objet de plusieurs études. La revue de littérature empirique suggère un effet mitigé de la dette sur la croissance économique de long terme. Mais dans la plupart des travaux, il ressort que la dette a un effet négatif sur la croissance économique à long terme et que cet effet est observable au-delà d'un seuil critique (Chudik et al., 2018 ; Elmendorf et Mankiw, 2009 ; Barro, 1990). En deçà de niveau critique, la dette a un effet positif sur la croissance économique. Ceci autorise les Etats à pouvoir s'endetter mais jusqu'à un

niveau bien déterminé. L'impact négatif à long terme de la dette publique sur la croissance économique s'explique par plusieurs raisons. Cet impact pourrait résulter des effets de distorsion dus à une réduction des dépenses publiques, se traduisant par une réduction du déficit, et des effets de distorsion de la politique fiscale. Dans cette analyse, il est question d'explorer le lien entre la dette et la croissance économique dans le cas de la Côte d'Ivoire. La méthodologie retenue s'articule autour de deux points : (i) une analyse théorique et une analyse empirique. L'analyse théorique a permis

d'identifier les conditions nécessaires pour que l'endettement ne soit pas un facteur limitant ou inhibiteur de la croissance économique. L'analyse économétrique propose une mesure de la relation entre le stock de la dette et le PIB courant de la Côte d'Ivoire.

Après cette introduction, la suite de ce document présente les principaux résultats et les conclusions de l'analyse.

Cette lettre de
Politique Economique
est tirée de Politique
Economique et
Développement
(PED) n° 001/2018
de la CAPEC.

2. RESULTATS DE L'ANALYSE ET CONCLUSIONS

Il ressort de l'analyse théorique que, *si toute chose étant égale par ailleurs*, la dynamique de la dette serait favorable à condition que : (i) le taux de croissance économique réelle soit supérieur aux taux d'intérêt réel sur-tout si le taux d'endettement de la période précédente est important. En effet, sous cette condition l'économie arrive à créer de la richesse pour couvrir les charges liées à l'endettement, (ii) Le solde primaire soit faiblement déficitaire ou que l'état réalise un excédent du solde primaire. Cette condition traduirait une meilleure gestion des finances publiques et une optimisation des recettes publiques au point de financer la majeure partie des dépenses publiques sur fonds propres. Cette situation réduirait le recours à

l'endettement pour le financement des dépenses publiques et (iii) l'Etat arrive à mobilise d'importants financements exceptionnels ne causant pas d'endettement supplémentaire.

Hors mis ces trois conditions, la dynamique de la dette serait défavorable à de bonnes performances macroéconomiques.

L'analyse empirique montre que le niveau d'endettement a un impact positif sur le PIB courant. Une augmentation du stock de la dette de 1% entraîne une hausse du PIB courant de 2,9%. Toutefois cette hausse du PIB n'est pas continue. Le PIB courant augmente jusqu'à un seuil au-delà duquel la hausse du stock de la dette entraîne une décroissance du PIB courant toute chose égale par ailleurs. Ces résultats corro-

borent les intuitions de l'analyse statistique. Ils montrent bien qu'il existe un niveau d'endettement compatible avec les conditions de création de richesse en Côte d'Ivoire. Loin de vouloir déterminer le seuil endogène, cette analyse permet de confirmer les résultats des études empiriques sur l'effet de l'impact de l'endettement sur les performances économiques.

4. BIBLIOGRAPHIE

- Akosah, N. K. (2013). Threshold Effect of Budget Deficits on Economic Growth in Ghana: An Empirical Analysis. *Research Department, Bank of Ghana*, 24.
- Al-Refai, M. F. (2015). Debt and Economic Growth in Developing Countries: Jordan as a Case Study. *International Journal of Economics and Finance*, 7 (3), 134-143.
- Attapattu, A. M., & Padmasiri, H. M. (2018). Long Run Association between Public Debt and Economic Growth in Sri Lanka. *Modern Economy*, 9, 775-789.
- Barro, R. (1990). Government Spending in a Simple Model of Economic Growth. *Journal of Political Economy*, 98, 103-125.
- Burhanudin, M. D., Muda, R., Nathan, S. B., & Arshad, R. (2017). Real effects of government debt on sustainable economic growth in Malaysia. *Journal of International Studies*, 10 (3), 161-172.
- Chudik, A., Mohaddes, K., Pesaran, H., & Raissi, M. (2018). Rising Public Debt to GDP Can Harm Economic Growth. *Economic Letter*, 13 (3), 4p.
- Elmendorf, D. W., & Mankiw, G. N. (1999). Government debt. *Taylor, J.B., Woodford, M. (Eds.), Handbook of Macroeconomics. Elsevier*, 1615-1669.
- Epaphra, M. (2017). Analysis of budget deficits and macroeconomic fundamentals: A VAR-VECM approach. *Journal of Economics and Management*, 30 (4), 20-57.
- Fatima, G., Ahmed, M., & Rehman, W. u. (2012). Consequential Effects of Budget Deficit on Economic Growth of Pakistan. *International Journal of Business and Social Science*, 3 (7), 203-208.
- Frimpong, J., & Oteng-Abayie, E. (2006). The impact of external debt on economic growth in Ghana: a cointegration analysis. *Journal of Science and Technology*, 26 (3), 122-131.
- Gómez-Puig, M., & Sosvilla-Rivero, S. (2015). Short-run and long-run effects of public debt on economic performance: evidence from EMU countries. *Research Institute of Applied Economics Working Paper 2015/22 1/37*, 33p.
- Hussain, M. E., & Haque, M. (2017). Fiscal Deficit and Its Impact on Economic Growth: Evidence from Bangladesh. *Economies 2017*, 5 (37), 19p.
- Hussain, M. E., Haque, M., & Igwike, R. (2015). Relationship between Economic Growth and Debt: An Empirical Analysis for Sub-Saharan Africa. *Journal of Economics and Political Economy*, 2 (2), 262-275.

Adresse : 08 BP 1295 ABIDJAN 08
Tél. : 22 44 41 24
Fax : 22 48 51 68
E.mail : aasistanat@capec-ci.org
Situation géographique :
Boulevard Latrille, près du Lycée Classique
d'Abidjan



Ceci est une publication de la CAPEC
Maquette : CAPEC
Impression : Reprographie du CIRES

La Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du Centre Ivoirien de Recherches Economiques et Sociales (CAPEC) a été créée en décembre 1992.

La CAPEC a pour mission de produire pour le compte de l'administration publique ivoirienne des travaux scientifiques destinés à éclairer davantage les décisions de politique économique du gouvernement. C'est une structure nationale de réflexion, d'information et de conseil au service de l'Etat et des autres agents économiques.

La Cellule assure également la formation continue des cadres de l'administration pour aider à la compréhension, à l'applicabilité et à l'efficacité des politiques économiques.

La CAPEC a trois supports de publications : Politique Economique et Développement (PED), le Bulletin de Politique Economique et Développement (BUPED) et la Lettre de Politique Economique (LPE).

La Lettre de Politique Economique rend compte de l'essentiel des résultats des recherches et des recommandations de politiques économiques publiés dans le PED et le BUPED. Elle est aussi utilisée comme support pour les chroniques économiques.

Depuis sa création, la CAPEC est financée principalement par l'ACBF (African Capacity Building Foundation / Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique) et le gouvernement ivoirien.

Les points de vues soutenus dans cette lettre ne peuvent être attribués au Comité de Pilotage, à la Direction et aux bailleurs de fonds de la Cellule, mais à leurs seuls auteurs.

AHOURE Alban A. E
Directeur de la CAPEC